

Coup de filet au sein d'une cellule clandestine de l'ultra-droite

PAR MATTHIEU SUC, JACQUES MASSEY, MARINE TURCHI ET JACQUES MASSEY

ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 25 JUIN 2018

Dix hommes, dont un ancien gendarme, ont été arrêtés dimanche 24 juin, dans la matinée, pour un projet d'attentat contre des musulmans. L'un des suspects s'était constitué dans son domicile un laboratoire de fabrication d'explosifs.

Ils voulaient redresser la France, ils vont passer leur première nuit en garde à vue. Dès 6 heures, ce dimanche matin, dix hommes, dont un ancien haut fonctionnaire et un ancien gendarme, ont été interpellés en région parisienne, mais aussi en Corse, en Gironde, dans la Vienne ou encore en Charente. Ils font partie d'un groupe clandestin issu des rangs de l'ultra-droite, du groupe Action des forces opérationnelles (AFO), qui préparait des attaques contre des musulmans pour se venger des attentats commis par des djihadistes en France ces dernières années.

D'après la chaîne LCI, qui a la première sorti l'information, plusieurs armes à feu ont été découvertes en perquisition. Selon nos sources, un laboratoire clandestin de fabrication d'explosifs a été découvert chez l'un des suspects arrêtés. C'est l'existence dudit laboratoire qui a précipité la vague d'interpellations dans le cadre d'une enquête menée dans le plus grand secret depuis plusieurs mois.

C'est la concrétisation judiciaire de ce que **Mediapart révélait le 9 avril dernier** : la DGSI s'inquiétait de la résurgence de la mouvance de l'ultra-droite et avait « *une cinquantaine de policiers, gendarmes et militaires* » parmi ses « *objectifs* » suivis pour leurs liens avec « *l'extrême droite violente* ».

Depuis 2015 et le début de la vague d'attentats qui ensanglantent la France, plusieurs groupuscules d'autodéfense se sont constitués dans le but de lutter contre « *le péril islamique* » et de se substituer à un État défaillant, en se préparant à recourir à la violence dans la perspective d'une guerre civile. « *Même s'ils*

restent embryonnaires, ces groupuscules claironnent leur volonté de riposter et nous suivons cela de très près », avait concédé en avril un haut gradé des services de renseignement. Une litote.

D'après nos informations, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) mais aussi d'autres services de renseignement du ministère de l'intérieur et de la défense enquêtaient déjà depuis plusieurs mois sur les Volontaires pour la France (VPF), et notamment sa branche dissidente, qui compte parmi ses membres des gendarmes et des militaires issus des forces spéciales et des chasseurs alpins.

Créés mi-2015, les VPF ont réellement été mis sur orbite au lendemain des attentats du 13-Novembre – l'un de ses membres fondateurs a perdu sa fille au Bataclan. Ayant pour objectifs de « *défendre l'identité française* » et de « *combattre l'islamisation du pays* », ils comptent une cinquantaine de militaires et de membres des forces de l'ordre.

Contacté début avril, le groupuscule revendiquait « *près de 800 membres, parmi lesquels de nombreux militaires en retraite, dont un certain nombre d'officiers supérieurs et de généraux* ». Sur sa page Facebook, l'organisation assure que ce combat doit se mener « *par tous les moyens légaux uniquement* ». Mais certains membres sont plus virulents : en novembre 2015, l'un d'eux parlait de « *combattre par des actions concrètes [sic] l'islamisation du pays* ». « *Préparez vous si il faut que les barricades soit montées [sic] qu'il en soit ainsi ce ne sera pas l'état qui se chargera de l'islam* », commentait un jeune homme, en juillet 2016.



Capture d'écran du site des Volontaires pour la France.

Une première enquête de la DGSI à l'été 2016 avait poussé les VPF à se constituer en association. Depuis, ce mouvement se pare des oripeaux de la

légalité. Ses deux figures de proue affichent leurs photos et leurs curriculum vitae sur le site internet des VPF. Antoine Martinez est un général retraité de l'armée de l'air résidant à Nice, « *spécialiste du renseignement* » autoproclamé et président du comité de soutien au général à la retraite Christian Piquemal, qui avait, en **février 2016**, défrayé la chronique en s'impliquant dans une manifestation non autorisée contre la politique migratoire. L'ancien parachutiste et ex-commandant de la Légion étrangère avait été relaxé par la justice mais **radié** des cadres de l'armée.

Le second coprésident, l'ancien député européen (FN) Yvan Blot, revendique, lui, dans sa biographie être un « *ancien haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur en charge des affaires de terrorisme* ». Cet ancien cadre du FN, puis du MNR (Mouvement national républicain) de Bruno Mégret, fut aussi le cofondateur du Club de l'horloge, un *think tank* réunissant des hauts fonctionnaires de droite et d'extrême droite. Il serait désormais, selon la réponse des VPF adressée début avril à Mediapart, « *conseiller du Club Valdai, proche du Kremlin* ».

Sur le site des VPF, on peut lire que « *les Volontaires peuvent se former, s'instruire, s'entraîner grâce à des journées, des week-ends ou des séminaires de formation organisés par les cadres de l'organisation et animés par des spécialistes dans tous les domaines* ». Dans le mail de réponses adressé à Mediapart, les VPF assuraient n'être « *en aucun cas une milice* », ni être « *affiliés ou associés à aucun parti politique* ». « *Nous sommes des pères et des mères de famille lucides et précautionneux, conscients des dangers et de l'utopie du vivre ensemble avec*

un islam conquérant, pour les avoir déjà vécus sur des théâtres d'opérations extérieures (Liban, Kosovo...) », concluait l'association dans sa réponse.



Publication sur la page Facebook des VPF, en décembre 2015.

En réalité, ce vernis de respectabilité génère quelques frustrations et tensions. Là où les dirigeants, de peur de poursuites pénales, insistent pour inscrire leur action dans le respect de la loi, leurs militants, frustrés par la routine de la vie associative et désireux de passer à l'action, ne l'entendent pas de cette oreille.

À l'automne 2017, Dominique Copain et Guy Sibra, deux recruteurs des VPF, ont créé une structure baptisée Action des forces opérationnelles (AFO), destinée à mener de réelles opérations clandestines. Selon nos informations, les deux hommes font partie des dix gardés à vue. Le second, vendeur de matériels militaires déclassés domicilié en Nouvelle-Aquitaine, avait pris « *Richelieu* » pour pseudo.

Dans la foulée, des figures du groupuscule, Guy Boisson, responsable des VPF dans la région Hauts-de-France, et Michel Herbreteau, à la tête de la région du Var, ont rejoint cette nouvelle cellule pensée comme une résurgence du SAC. À l'inverse, Romain Petit, monsieur Sécurité des VPF, a décliné la proposition, préférant pour sa part créer une société de sécurité privée aux côtés de Gérard Hardy, le fondateur des Volontaires pour la France. Messieurs Boisson, Herbreteau, Petit et Hardy ne sont pas concernés par la vague d'interpellations.

Désormais, l'Action des forces opérationnelles se vit comme une dissidence des VPF. Son accès est d'ailleurs interdit aux militants des VPF. Très professionnels, les membres de la cellule

communiquent *via* la messagerie cryptée Proton – dont les serveurs basés en Suisse diffusent des courriels impossibles à partager avec des tiers et répondent aux ordres de leurs « *commandants de département* », qui obéissent eux-mêmes à leurs « *commandants de région* ».



Publication sur la page Facebook des VPF, en avril 2018.

La première action de ce groupuscule ne portait pas trop à conséquence – la constitution de stocks pharmaceutiques de première urgence, en cas d'affrontements généralisés –, mais témoignait des convictions profondes de ses membres de l'imminence d'une guerre civile. Une initiative motivée par la participation de représentants de professions médicales, par ailleurs liés à des organismes de sécurité civile.

Dans une note interne que Mediapart a pu consulter, le responsable de la formation, qui se fait appeler « *Garbo* », un sous-officier de la gendarmerie encore en activité sur l'aéroport de Mérignac, souligne que la liste envoyée constitue le « *matériel de première urgence* » tel que défini dans les stages de secourisme de l'armée et est destinée « *à faire face à des blessures hémorragiques dites de guerre* ». Le même Garbo dispensait récemment des fiches de « *formation self-defense* » ayant « *vocation de proposer des solutions pour se dégager rapidement d'une personne positionnée dans votre zone intime* ».

Plus préoccupant, l'Action des forces opérationnelles cherchait ces derniers mois à s'équiper en armes et explosifs pour passer à l'action. Les services de renseignement suspectent que plusieurs caches d'armes auraient été disséminées dans les 11 régions où cette cellule clandestine est présente. Et la DRSD (Direction du renseignement et de la sécurité de défense, la police militaire) s'intéresse à plusieurs militaires appartenant à cette cellule dans le cadre de son enquête interne concernant un casse sur la base aérienne 125 d'Istres, en septembre 2016. Plusieurs dizaines de pistolets et d'armes longues y avaient été dérobés. À ce jour, l'affaire n'a pas été résolue, ni les armes retrouvées.

Des militaires traumatisés à leur retour d'Irak et d'Afghanistan

Les services de renseignement ont alerté les autorités que cette cellule n'excluait plus le recours à la violence. Plus généralement, comme Mediapart l'avait révélé, ils avaient même à l'automne 2017 prévenu que le risque de voir « *la mouvance dite de l'ultra-droite* » passer à l'action violente était « *évalué à la hausse pour la période à venir* ». Les services voyaient d'un très mauvais œil, dans ce contexte de conflit larvé, les VPF et les AFO draguer les membres de services de sécurité, construisant leurs discours à leur attention, veillant à valoriser chaque nouvelle recrue issue des rangs de la gendarmerie ou de l'armée. Des professionnels recherchés à la fois pour leur savoir-faire en matière de maintien de l'ordre et d'opérations coup de poing.

À telle enseigne que les services de renseignement ont dû sensibiliser à ce sujet plusieurs administrations, parmi lesquelles les différents corps d'armée, la police, la gendarmerie, les douanes, ainsi que l'administration pénitentiaire. Cela afin d'améliorer l'échange d'informations sur les fonctionnaires suspects mais aussi de prévenir le recrutement de tout nouveau policier ou militaire déjà recensé comme figurant dans cette mouvance. L'« *entrisme* » de « *l'extrême droite violente* » au sein des forces

de sécurité préoccupe la DGSI, les Renseignements territoriaux (RT) et la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) de Paris.

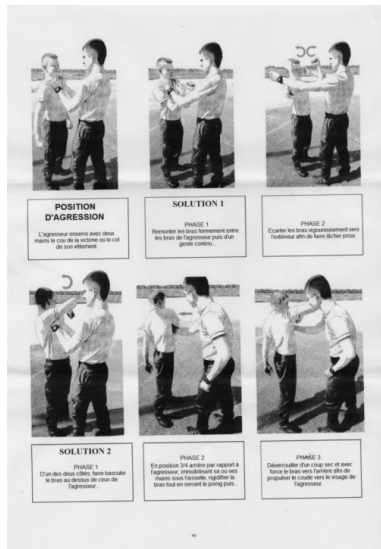


Illustration des cours d'autodéfense dispensés par les VPF et destinés aux plus petits. © DR
Rencontré en mars, un pont de la lutte antiterroriste confirmait : « *L'ultra-droite se structure de façon assez inquiétante. Et c'est vrai que l'on retrouve beaucoup de militaires ou d'anciens militaires.* » « *Ce sont souvent des militaires de retour de mission en Afghanistan ou en Irak, complétait un ancien des services. Ils rentrent traumatisés, il faut les surveiller pour ne pas qu'ils continuent leur combat individuel. Certains créent des groupes sur les réseaux sociaux, ou se radicalisent à travers eux, d'autres peuvent passer à l'action.* »

L'exemple de l'Action des forces opérationnelles rappelle le réseau néonazi découvert au sein des forces armées belges en 2006. Dix-sept personnes, dont dix militaires, avaient été interpellées. Leur chef appartenait au groupuscule flamand BBET (Sang-Sol-Honneur et Fidélité). Des armes, des explosifs et des détonateurs avaient été trouvés lors de perquisitions.

La France n'est pas non plus exempte de précédents. En 2013, la mère du sergent de l'armée de l'air Christophe Lavigne (deux missions en Afghanistan à son actif) prévient la police : elle redoute la radicalisation de son fils de 23 ans. L'ancien militaire est neutralisé en 2013 par la DGSI, qui le suspecte de projeter d'attaquer une mosquée à côté de Lyon.

Un an plus tôt, l'ancien militaire avait jeté un cocktail Molotov sur la mosquée de Libourne (Gironde), ce qui lui avait valu une condamnation pour « *dégradation d'un lieu de culte en relation avec une entreprise terroriste* ».

Le 24 mars 2013, six activistes néofascistes avaient aussi été interpellés près du campus de Talence (banlieue de Bordeaux), armés de poings américains et de manches de pioches. Ils venaient de taguer des mots d'ordre anti-immigrés. Dans le groupe, figurait un ex-cadre de la DPSD, le colonel Mochel, dont le rôle reste à expliquer. Des faits similaires ont été relevés à Arras et à Annecy – où des Chasseurs du 27^e BCA ont été impliqués dans l'incendie d'une mosquée.

Lors des rassemblements contre le « mariage pour tous » en 2013, certains militaires radicalisés avaient déjà témoigné de leurs velléités. Le collectif Printemps français avait ainsi tenté d'occuper les Champs-Élysées – une **idée impulsée** par Philippe Darantière, un ancien officier parachutiste reconverti dans l'intelligence économique. Parallèlement, une **publication d'extrême droite** avait appelé des hauts gradés catholiques – tel Bruno Dary, ancien gouverneur militaire de Paris – à provoquer un coup d'État.

En fait, depuis l'équipée sauvage de Mohammed Merah, qui tua trois militaires de Montauban et Toulouse (c'était la première fois, depuis la guerre d'Algérie et les exactions de l'OAS, que des soldats français en permission étaient abattus à l'intérieur des frontières de l'Hexagone), l'ultra-droite a ajusté sa propagande au sein des régiments parachutistes basés dans le Sud-Ouest. Plusieurs notes de renseignement ont signalé des tentatives de récupération au sein du 1^{er} RTP (Toulouse) et le 3^e RPIMA (Carcassonne) où avait servi Victor L. – qui avait intégré le service d'ordre du Bloc identitaire et son cercle toulousain après avoir quitté l'armée.

Aujourd'hui, l'institut Civitas mène une action en profondeur en direction de certains milieux militaires catholiques, sous la houlette notamment du général Chrissent, qui fut, avant sa retraite, chef d'état-

major interarmées chargé de la gestion de crise au sein de la zone de défense Île-de-France. Civitas veut s'inspirer de l'ancienne Cité catholique, qui fournit nombre de ses cadres à l'OAS. À l'époque, la Cité

catholique avait organisé des cellules dans certaines unités présentes en Algérie avec l'aide des 5^e bureaux et des Services d'action psychologique.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.